



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n° 510-DDPP-24 portant mise en demeure au liquidateur désigné de la société
ANDERTON CASTING de réaliser la mise en sécurité de ses locaux implantés
7 rue Adrienne Bolland, ZAC de l'Orme les Sources, à Andrézieux-Bouthéon (42160)**

Le Préfet de la Loire

Vu le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles :

- R. 512-75, 512-39-1 à R. 512-39-3 relatifs à la cessation d'activité ;
- L. 171-8 relatif aux mesures et sanctions administratives ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu le jugement du 09.10.2024 prononçant la liquidation judiciaire de la société ANDERTON CASTINGS implantée 7 rue Adrienne Bolland, ZAC de l'orme les sources, à ANDRÉZIEUX-BOUTHÉON, avec maintien d'activité jusqu'au 11.10.2024 ;

Vu le jugement du 9 octobre 2024 désignant liquidateur la SELARL BERTHELOT et Associés - Mandataires Judiciaires - prise en la personne de Maître Geoffroy BERTHELOT, 15 rue des Métiers 42600 SAVIGNEUX ;

Vu la notification par courrier du 25 novembre 2024 adressée à monsieur le préfet de la Loire par la SELARL BERTHELOT et Associés ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 décembre 2024 faisant suite à l'inspection du 13 décembre 2024 désignant la SELARL BERTHELOT et Associés comme responsable des suites de la cessation d'activité du site et mentionnant qu'une mise en sécurité des installations doit être réalisée le plus rapidement possible compte tenu de leur état et de la présence de produits susceptibles de générer des pollutions ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement et le projet d'arrêté transmis par lettre recommandée ;

Vu le courrier du 23 janvier 2025 transmis à l'exploitant le 27 janvier 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique en date du 4 février 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection du 13.12.2024 :

- l'absence de réalisation de la formalité prévue au II. de l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement ;
- la conduite de la mise en sécurité du site toujours en cours étant donné,
 - 3 cuves aériennes et une cuve enterrée aux contenus non évacués ;
 - les machines, équipements et installations (dont la cuve de la tour aéroréfrigérante et un bain de ressuyage) toujours en charge de leurs fluides ;
 - la présence de produits chimiques à évacuer, dont certains sont dépourvus de mise sur rétention ;
 - la présence sur aire étanche à l'extérieur, de déchets en mélange ;
 - un séparateur à hydrocarbures près de l'accès du site dont la date de dernier entretien n'est pas rapportée.
- restant à produire, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux n'a pas été réalisée.
- en conséquence, l'absence de production de certificat d'attestation de mise en sécurité.

CONSIDÉRANT qu'il y a un risque de pollution des sols et des eaux ;

Standard : 04 77 43 44 44

Site internet : www.loire.gouv.fr

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014, Saint-Etienne Cedex 2

Dominique SCHUFFENECKER

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La SELARL BERTHELOT et Associés - Mandataires Judiciaires - prise en la personne de Maître Geoffroy BERTHELOT, 15 rue des Métiers 42600 SAVIGNEUX, désignée liquidateur judiciaire et responsable des suites de la cessation d'activité, est mise en demeure, en application du I. de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de réaliser les actions nécessaires en vue de prévenir les risques de pollutions des sols, de sécurité et de salubrité publique sous un délai de 3 mois

Pour ce faire, les dispositions de l'article R. 512-75-1-IV du même code, relative à la mise en sécurité doivent être réalisées, à savoir :

- 1° l'évacuation des produits dangereux, liquides ou solides ;
- 2° l'évacuation des déchets solides ;
- 3° l'évacuation des déchets liquides, et notamment les volumes des 3 cuves aériennes, de la fosse enterrée, du séparateur hydrocarbure et du bain de ressuyage.

Article 2

La SELARL BERTHELOT et Associés est mise en demeure de produire et transmettre sous un délai de 3 mois :

- un rapport relatif à la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux, conformément à l'article R 512-75-IV-4 du code de l'environnement ;
- l'attestation de mise en sécurité prévue au III. de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 3

Faute pour la SELARL BERTHELOT et Associés de se conformer aux dispositions des présentes mises en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues au II. l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de juridiction administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal administratif de Lyon.

Article 5

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de la commune d'Andrézieux-Bouthéon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le 5 février 2025

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :

- SELARL BERTHELOT & Associés
- Mairie d'Andrézieux-Bouthéon
- DREAL 42
- Archives
- Chrono

